République de Guinée-Bissau

**MINISTÈRE DE L´AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

Direction Générale de l'Elevage
(DGE)

**P**rojet de **RE**habilitation du **S**ecteur **A**gricole et **R**ural
(PRESAR)

---

# SYNTHESE DES RESULTATS DU RECENSEMENT NATIONAL DE l'elevage en guinee-bissau

***(Rapport définitif)***

**Elaboré par**

**Dr Malick FAYE, Vétérinaire**
**Backary SACKO, Statisticien**

**Consultants**

**Août 2009**

# I. INTRODUCTION

En Guinée-Bissau, les potentialités en matière d'élevage sont mal connues faute d'enquêtes régulières et systématisées.

Le dernier recensement général date de 1985.

Dans l'intervalle, un recensement agricole conduit en 1991, a concerné l'élevage, mais de façon partielle, dans la mesure où seules les régions de Bafata, Cacheu et Gabu ont été touchées.

L'élevage souffre donc de l'absence d'informations fiables pouvant permettre d'organiser un bon pilotage du secteur.

En 2006, le cheptel national était globalement estimé à 615.000 bovins, 367 700 ovins, 280 600 caprins, 70.000 porcins, 1000 asins, 300 équins et 869.000 volailles.

Il s'agissait là d'estimations très approximatives et aucune base d'actualisation appropriée n'a été mise en place depuis lors.

Globalement, l'élevage contribuerait pour 17% au PIB national et pour 32% dans le PIB agricole.

L'élevage est essentiellement pratiqué dans l'est du pays où les régions de Bafata, et de Gabu abritent plus de 75% du cheptel bovin, 54% des ovins, 64% des caprins, 34% des porcins, 95% des asins et 86% des équins.

Quant aux principales races exploitées, elles concernent :

- Pour les bovins
- la race Ndama, avec deux phénotypes :
  - ✓ le phénotype à robe grise ou Fula (70% des animaux, surtout élevés par les Peuls, à l'est et au nord du pays, dans le cadre de grands troupeaux) et

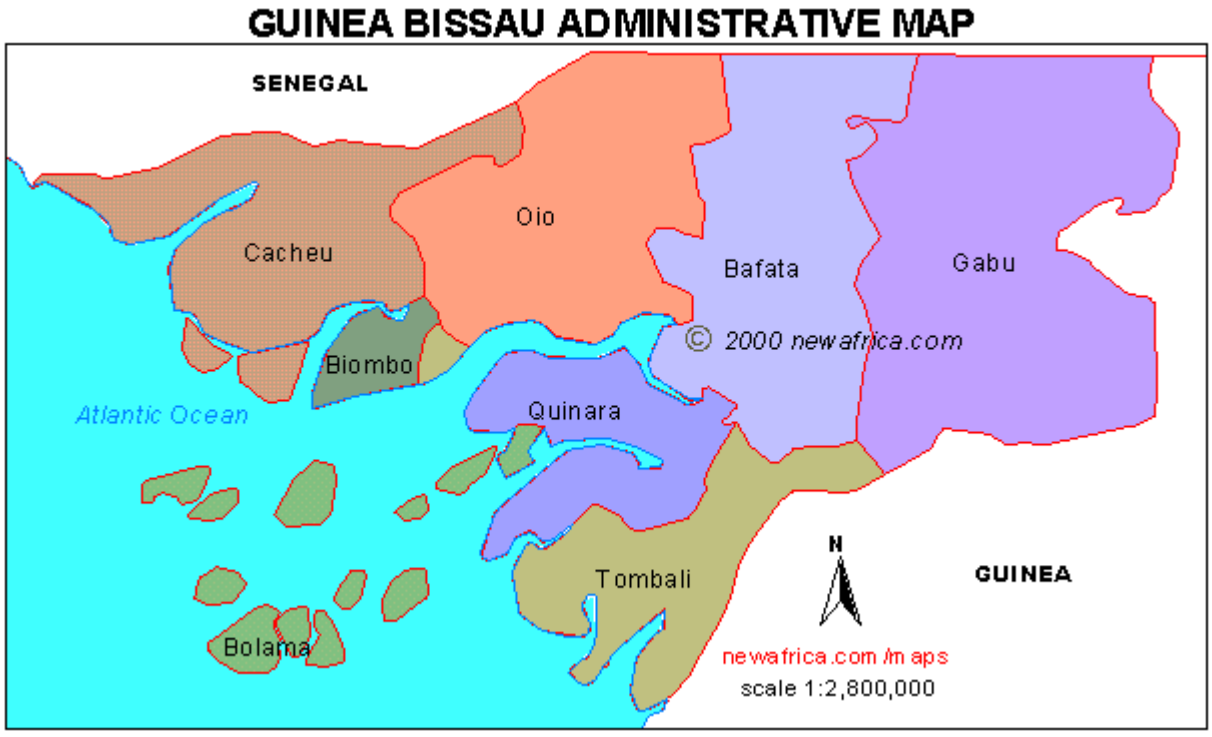
✓ le phénotype à robe brune ou Boenca (25% des animaux, élevés principalement par les Balantes, dans le cadre de troupeaux plus petits)

- la race Manjaque, à robe noire (5% des animaux)

- Pour les petits ruminants, les ovins de la race Djallonké et les caprins de la race naine de Guinée

- Pour les porcins, la race ibérique, principalement élevée dans le centre du pays par des populations animistes

- Quant aux volailles exploitées, elles sont essentiellement de race locale, et sont dispersées dans les différentes régions du pays.



En vue de mieux préciser le cadre stratégique régissant le secteur de l'élevage, le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau a décidé d'entreprendre un recensement général de l'élevage et d'élaborer une Lettre de Politique de Développement de l'Elevage (LPDE).

Ce recensement a été organisé par la Direction Générale de l'Elevage (DGE), avec l'appui du Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural (PRESAR) financé avec le concours de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Deux consultants (un docteur vétérinaire zootechnicien et un expert statisticien) ont appuyé la préparation de ce recensement (formulation d'une méthodologie appropriée, formation du dispositif d'enquête), ainsi que l'analyse des résultats qui en ont été tirés.

La phase préparatoire s'est déroulée d'octobre 2008 à Avril 2009 et la collecte des données proprement dite sur le terrain a eu lieu du 20 Avril au 19 Mai 2009.

Toutes les régions du pays ont été touchées, à l'exception du secteur autonome de Bissau où, en raison de problèmes de coordination, la collecte des données n'a pas été effectuée ; or, c'est cette zone, qui recèle pourtant l'essentiel des potentialités en matière d'élevage moderne.

Le présent document synthétise les données de base ressorties du recensement et destinées à l'information des différents acteurs du secteur (autorités étatiques, services techniques, professionnels, partenaires techniques et financiers, etc).

Il est complété par un document présentant dans le détail les caractéristiques de l'élevage au niveau des différentes régions, ainsi qu'au niveau national.

## II. RAPPEL DE LA METHODOLOGIE

Il a été procédé à une enquête par sondage, à partir d'une base constituée par un document provenant du dernier recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 1991 et mis à jour en janvier 2008. Il est disponible à l'Institut National de la Statistique (INEC).

En effet, un dénombrement exhaustif du cheptel sur l'ensemble du territoire national s'avérait trop coûteux et posait de nombreux problèmes, sans compter les délais qui s'attachent à sa réalisation.

Par contre, une approche par sondage bien conduite permettait de lever ces contraintes et d'obtenir des résultats tout aussi fiables.

La base de sondage est constituée d'une liste exhaustive des villages avec leur effectif de population.

Ce document a fait l'objet d'une saisie et la liste des districts de recensement (DR) consignée dans le fichier Excel « Base de sondage » a été retenue comme base de sondage de l'enquête.

Il constitue actuellement la meilleure référence pour la constitution d'une base de sondage pour le recensement de l'élevage.

C'est à partir de cette base qu'un plan de sondage à deux degrés a été mis en place.

Une stratification prenant en compte les huit régions administratives et au niveau de chacune d'elles, les secteurs, a été également introduite.

Globalement, un échantillon de 2600 exploitations a fait l'objet d'enquêtes sur l'ensemble du pays.

Le dispositif d'enquête  a été constitué de 66 enquêteurs dont 45 de la Direction Générale de l'Elevage (DGE) et 21 de la Division des Statistiques Agricoles (DSA) du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

17 superviseurs ont également été mobilisés (9 de la DGE et 8 de la DSA), ainsi que 8 agents cartographes de l'INEC.

La coordination nationale a été assurée par la Direction Générale de l'Elevage, où un coordonnateur national a été nommé par le Directeur Général de l'Elevage. Il a été appuyé par le Chef de la Division des Statistiques Agricoles (MADR) et le Chef du Service des Statistiques Agricoles de l'INEC.

En ce qui concerne les outils de traitement des données, il a été fait appel au logiciel CSPro pour la saisie et l'apurement des données et au logiciel SPSS pour la production des tableaux statistiques et l'organisation des données.

Pour de plus amples informations, se reporter au document « Guide méthodologique pour le recensement national de l'élevage en Guinée Bissau », élaboré en Octobre 2008.

# III. RESULTATS GLOBAUX

## 3.1. EFFECTIFS DU CHEPTEL

### 3.1.1. Cheptel national

Sur la base du recensement national de l'élevage de 2009, les effectifs du cheptel de la Guinée-Bissau s'établissent à :

- 1 121 555 bovins
- 294 231 ovins
- 629 751 caprins
- 33 630 asins
- 295 498 porcins
- 1 951 991 volailles

La répartition du cheptel par espèce et par région est donnée au tableau ci-après :

**Tableau n°1** : Répartition du cheptel national par espèce et par région

| Région | Bovins | Ovins | Caprins | Asins | Porcins | Volailles |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Tombali** | 10 962 | 4 555 | 34 645 | 164 | 6 825 | 179 458 |
| **Quinara** | 20 208 | 415 | 23 334 | 0 | 18 075 | 98 126 |
| **Oio** | 224 334 | 61 706 | 178 506 | 4 353 | 193 689 | 559 485 |
| **Biombo** | 24 954 | 341 | 25 673 | 0 | 21 242 | 87 272 |
| **Bolama** | 9122 | 456 | 4 323 | 0 | 0 | 70 190 |
| **Bafata** | 210 237 | 69 463 | 92 872 | 8 099 | 15 194 | 276 817 |
| **Gabu** | 534 363 | 151 081 | 188 641 | 20 623 | 1 484 | 377 960 |
| **Cacheu** | 87 375 | 6 214 | 81 757 | 391 | 38 989 | 302 683 |
| **Total** | **1 121 555** | **294 231** | **629 751** | **33 630** | **295 498** | **1 951 991** |

Le premier enseignement qu'on peut tirer de ce tableau est que les effectifs du cheptel national ont jusqu'ici été très largement sous-estimés. En effet :

- Les effectifs bovins représentent près du double du chiffre jusqu'ici considéré dans les statistiques nationales (1,8 fois)
- Les ovins avaient été surestimés de 25%
- Les caprins représentent un peu plus du double des effectifs officiels (2,2 fois)
- Les asins représentent 33,6 fois le chiffre officiel
- Les porcins avaient été très sous-estimés ; en effet, ils font 4,2 fois le chiffre officiel
- Les volailles font un peu plus du double du chiffre jusque là communément admis (2,2 fois)

Les troupeaux sont de type familial, avec une gestion organisée sous la responsabilité du chef de famille.

Toutefois, le bétail est approprié et on note en particulier que les femmes possèdent :

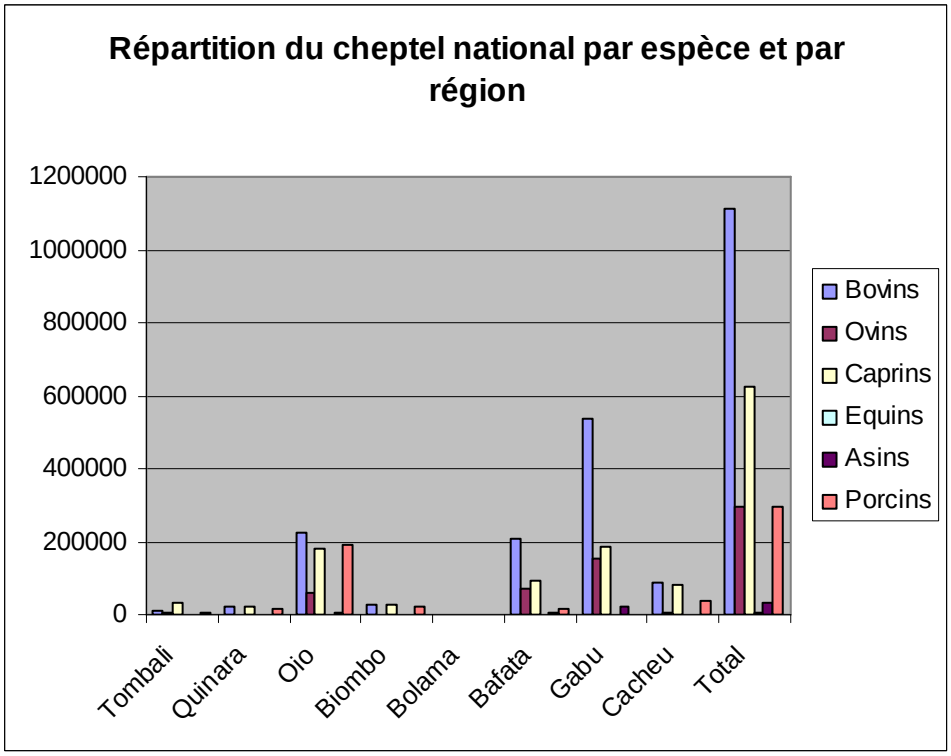
- 22% des bovins
- 35% des ovins
- 39% des caprins

- 48% des porcins
- 56% des volailles

Les femmes pastorales constituent donc un acteur important du secteur, notamment en ce qui concerne l'élevage des espèces à cycle court (petits ruminants, porcs et surtout volailles).

### 3.1.2. Analyse régionale

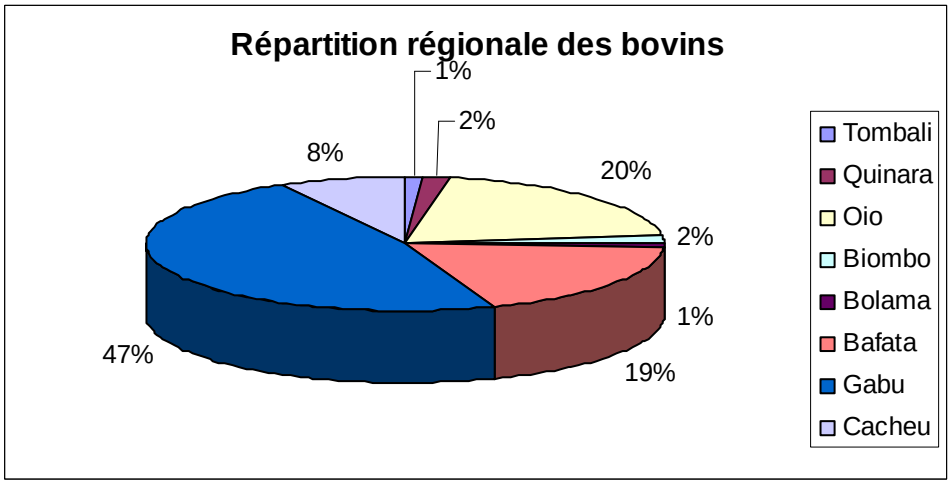
**Figure n°1** : Répartition du cheptel national par espèce et par région




Il ressort des résultats du recensement national de l'élevage de 2009 les constats suivants :

**Bovins**

**Figure n°2** : Répartition régionale des bovins



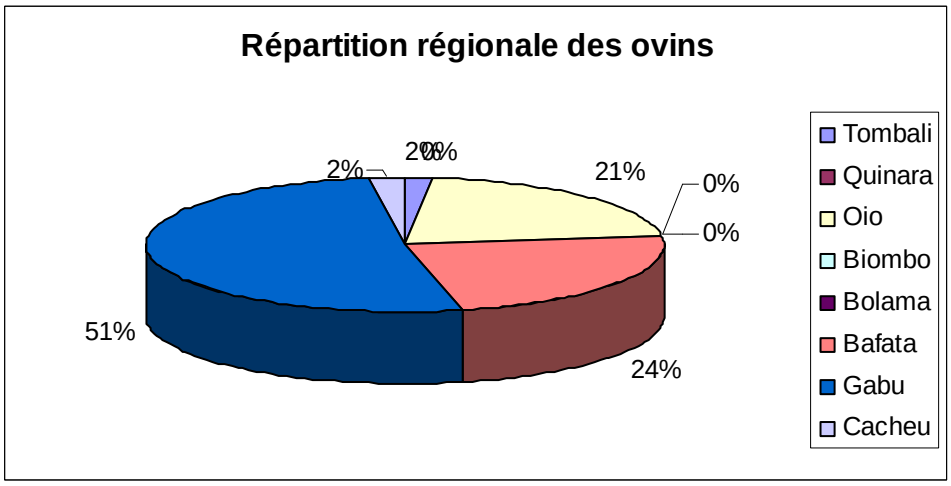

Les bovins sont essentiellement concentrés à Gabu (47%), Oio (20%) et Bafata (19%).

Ces trois régions concentrent 86% de l'effectif bovin national.

On peut donc en conclure que les bovins sont surtout localisés au nord et à l'est du pays.

**Ovins**

**Figure n°3** : Répartition régionale des ovins

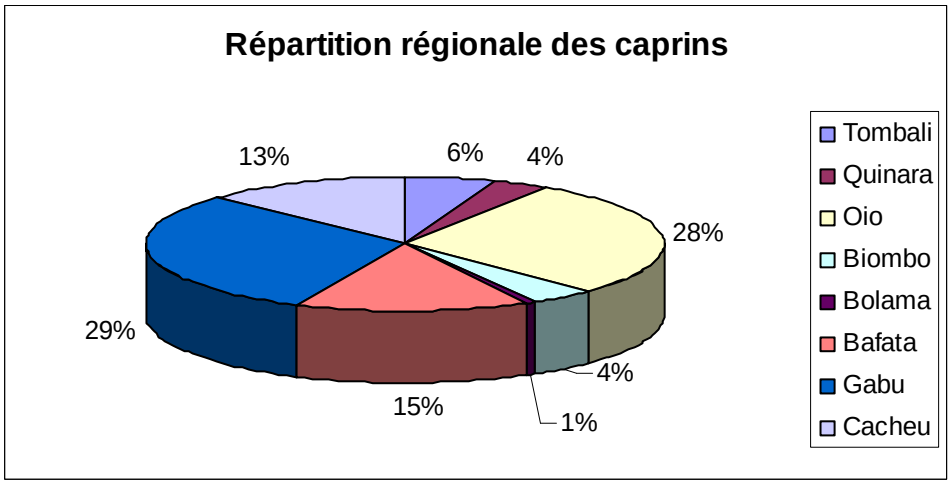


La distribution des ovins est assez similaire à celle des bovins, avec le nord et l'est qui concentrent 96% des effectifs pour cette espèce.

La région de Gabu arrive toujours en tête avec 51% des effectifs ovins. Elle est suivie de Bafata (24%) et Oio (21%).

**Caprins**

**Figure n°4** : Répartition régionale des caprins



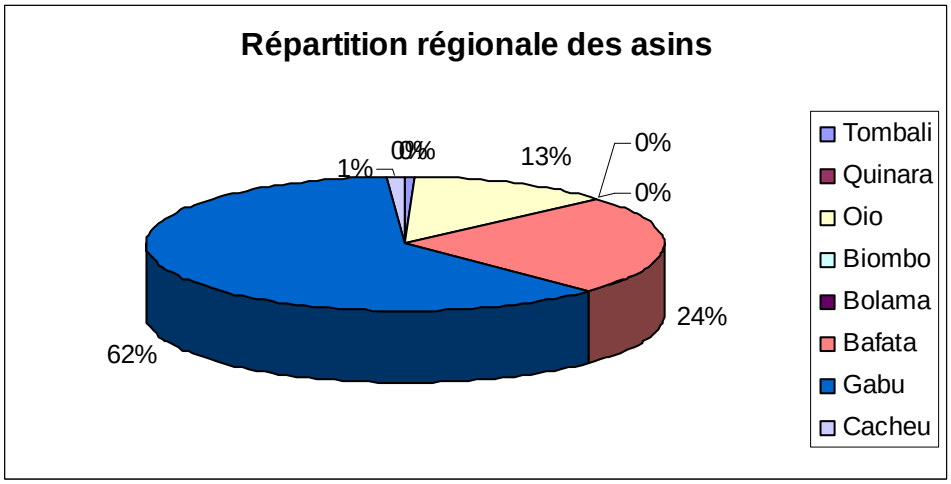

Les caprins ont une distribution proche de celles des bovins et des ovins (zones nord et est), mais avec un glissement important vers la zone nord-ouest (région de Cacheu).

Gabu est toujours en tête (29%), suivie respectivement de Oio (28%), Bafata (15%) et Cacheu (13%).

Ces quatre régions concentrent 85% des caprins du pays.

**Asins**

**Figure n°6** : Répartition régionale des asins

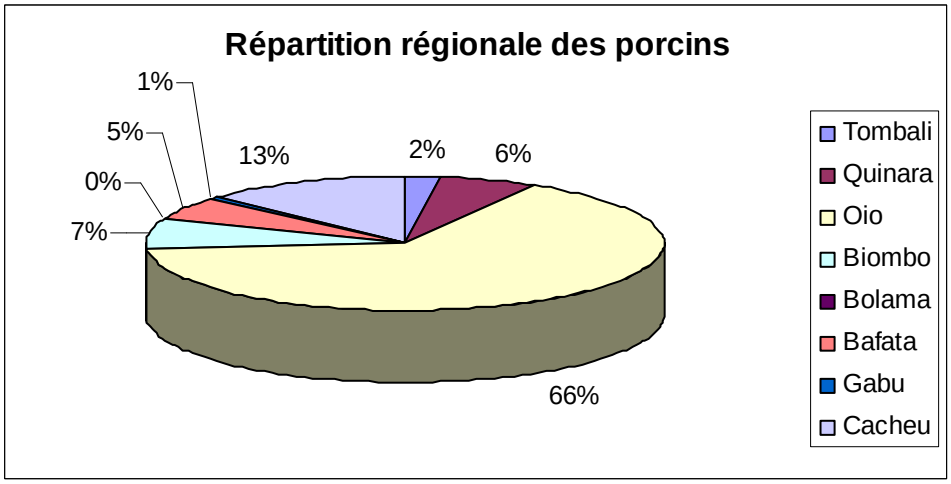



Les asins sont essentiellement localisés à l'est et au nord du pays, avec Gabu qui concentre les 62%, Bafata suivant avec près du quart (24%).

Quant à Oio, elle compte pour 13% de l'effectif asin national.

**Porcins**

**Figure n°7** : Répartition régionale des porcins




Oio représente la principale région d'élevage de porcs du pays, avec les deux tiers de l'effectif porcin (65,5%).

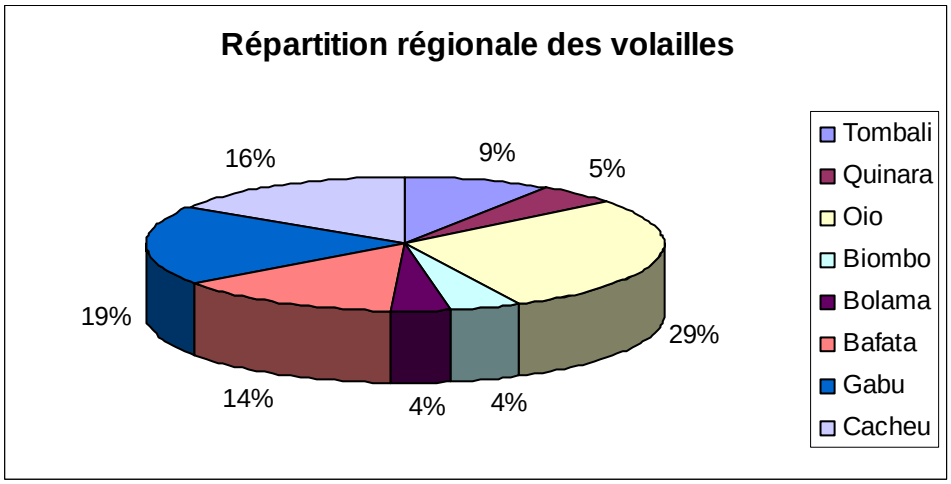
Cacheu et Biombo complètent le trio de tête, avec respectivement 13,2% et 7%.

Quinara et Bafata suivent, avec respectivement 6,1% et 5,1%.

Globalement, il apparaît que les porcins sont essentiellement localisés au nord-ouest et au sud-ouest du pays, avec près de 97% de l'effectif national.

**Volailles**

**Figure n°7** : Répartition régionale des volailles




La volaille locale est présente dans toutes les régions du pays, avec une distribution plus uniforme.

Toutefois, quatre régions émergent avec Oio qui compte pour 29% des effectifs, suivie de Gabu (19%), Cacheu (16%) et Bafata (14%).

Les régions de Tombali (9%), Quinara (5%), Biombo (4,4%) et Bolama (3,6%) complètent l'effectif de volailles.

**Conclusions**

Au regard de la physionomie des effectifs des différentes espèces sur le terrain, il ressort que l'est et le nord constituent les principales zones d'élevage du pays.

Les trois principales régions d'élevage sont Gabu, Oio et Bafata.

En effet, ces trois régions concentrent la majeure partie du cheptel et on y note une très grande diversité d'espèces.

Au niveau de Cacheu, les espèces à cycle court constituent un enjeu important, avec surtout les volailles, les porcins et les caprins.

***Cas de Bafata et de Oio :***
Traditionnellement, il était noté plus de bétail à Bafata qu'à Oio.

Les résultats issus de ce recensement donnent une tendance inverse.

Cela s'explique par le fait qu'au moment du recensement, un nombre important d'éleveurs de Bafata avait transhumé à Oio.

En fait, le recensement avait été initialement prévu pour Décembre 2008, à une période où la transhumance n'aurait pas encore démarré (la transhumance s'étale généralement de Mars à Mai).

Cependant, suite à un certain nombre de contingences, la collecte de données sur le terrain n'a pu se réaliser qu'en Avril-Mai 2009.

Aussi, pour mieux approcher la réalité au niveau de ces deux régions, des propositions sont faites au chapitre IV « conclusions et recommandations »

***Cas des bovins à Biombo :***
Cette région n'est pas une zone traditionnelle d'éleveurs de bovins.

Aussi, le chiffre de 24 954 bovins ressorti du recensement paraît élevé.

D'éventuelles erreurs de collecte ou de saisie pourraient être à l'origine, mais cela n'a pas été formellement établi.

Aussi, en vue de mieux préciser les effectifs bovins dans cette région, des propositions sont également faites au chapitre IV « conclusions et recommandations ».

***Cas des équins :***
Les effectifs équins ressortis au niveau national n'apparaissaient pas vraisemblables.

Au delà des éventuelles erreurs de collecte ou de saisie, l'explication statistique de la non fiabilité de ces chiffres réside dans la faiblesse de la population de cette espèce et de la pratique non généralisée de son élevage.

Dans ces conditions, de bonnes estimations nécessitent un échantillon très large, plus large que notre échantillon qui, lui, cerne mieux les élevages couramment pratiqués.

Par ailleurs, pour les évènements rares, une chance de parvenir à des estimations fiables est de s'assurer une bonne collecte. En effet, la moindre défaillance dans la collecte des quelques rares informations, a d'importantes conséquences sur les estimations.

Aussi, pour éviter de publier des informations qui pourraient ne pas refléter tout à fait la réalité, il a été retenu de surseoir à la publication des résultats sur les équins.

***Cas des porcins à Gabu :***
L'effectif porcin ressorti à Gabu paraît très faible.

Un éclairage de cette situation a été apporté, lors de la séance de restitution du rapport provisoire, le 31 Juillet 2009, par un superviseur d'enquêtes de Gabu.

Ce dernier a indiqué que l'échantillon n'avait pas pris en compte les zones où il y a des élevages de porcs à Gabu.

En fait, un élément de stratification aurait dû être introduit à Gabu, pour prendre en compte les zones de prédilection d'élevage de porcs dans l'échantillon global pour cette région.

Des propositions sont également faites au chapitre IV « conclusions et recommandations », en rapport avec cela.

### 3.1.3. Capital bétail

Sur la base des effectifs animaux issus du recensement et des cours observés sur le marché national en 2008, il ressort que le cheptel bissau-guinéen représente un capital de 194 milliards FCFA.

L'élevage est donc un secteur important dans l'économie nationale et son poids mérite d'être réévalué au niveau des indicateurs macro-économiques nationaux.

## 3.2. PRATIQUE DE L'ELEVAGE PAR LES EXPLOITATIONS

Sur le plan national, on note une très forte proportion d'exploitations pratiquant l'élevage (88,6%).

Au niveau des différentes régions, les proportions sont assez proches.

Les différenciations sont le fait des espèces dominantes, des effectifs exploités et de leur association.

L'élevage constitue donc une activité importante pour les populations rurales et joue un rôle appréciable dans la génération d'emplois non salariés et de revenus, mais aussi dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.

## 3.3. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION PASTORALE

La population pastorale est relativement jeune. En effet :

- 39% a moins de 15 ans
- 52% a moins de 20 ans

La population active est importante. Au niveau des exploitations, on compte 68,8% d'actifs pastoraux (11 à 65 ans).

En effet, les activités pastorales mobilisent des jeunes qui ne sont pas encore considérés comme actifs dans d'autres environnements ; elles

continuent à mobiliser aussi des personnes âgées qui, ailleurs, seraient devenues inactives.

La population pastorale est essentiellement composée d'analphabètes (60,8%)

Gabu, Bafata et Oio, qui sont les régions d'élevage les plus importantes, dépassent cette moyenne, avec des taux d'analphabétisme respectifs de 71,8%, 69,8% et 64,6%.

Les régions où on note le moins d'analphabètes sont Cacheu (46,6%), Bolama (48,9%) et Biombo (49,7%).

Quinara et Tombali sont dans une situation intermédiaire, avec respectivement 56,1% et 55,1%.

## 3.4. ACTIVITES DES EXPLOITATIONS ET DEGRE D'INTEGRATION

Sur la base des éléments ressortis de l'enquête, il se dégage que le cheptel est essentiellement détenu par des agropasteurs.

50,3% de la population pratique l'agriculture comme activité principale.

L'agriculture apparaît donc comme l'activité dominante des populations.

L'élevage représente une activité secondaire, après l'agriculture.
Il en est de même de la pêche, de l'artisanat et du commerce.

En ce qui concerne le degré d'intégration des activités agricoles et pastorales, il est variable suivant l'angle par lequel on l'aborde, mais aussi suivant les régions.

Dans la majeure partie des cas, il s'agit d'activités conduites en parallèle, sans synergie entre elles.

La valorisation du fumier pour l'amélioration de la fertilité des sols n'est pratiquée que par un cinquième des exploitations agropastorales (19,8%).

Au niveau de Cacheu, Bafata et Biombo, la dynamique est assez bonne, avec des taux variant de 24 à 30%.

Quinara, Gabu, Tombali et Bolama sont dans l'ordre, les régions où le fumier est le moins valorisé.

La valorisation des résidus de récolte dans l'alimentation du bétail reste cependant marginale et n'est notée qu'au niveau de 2,1% des exploitations.

Gabu sort toutefois du lot, avec 7,5%.

## 3.5. SYSTEMES D'ELEVAGE

La grande majorité du bétail est gérée par les agro-pasteurs peuls.

Aussi, le système d'élevage prédominant est de type agropastoral.

La conduite des animaux est de type extensive, avec une mobilité du bétail au niveau des terroirs pastoraux et agropastoraux.

L'alimentation des ruminants est quasi exclusivement basée sur l'utilisation des parcours naturels, en plus de l'accès aux résidus de récolte à certaines périodes de l'année.

Avec la raréfaction des fourrages naturels en saison sèche, certains éleveurs sont obligés de transhumer avec leur bétail, hors de leurs terroirs d'attache.

73 à 89,7% des exploitations d'élevage conduisent leurs troupeaux de bovins et de petits ruminants exclusivement au pâturage au niveau des terroirs villageois.

3,5% à 5,1% des exploitations associent pâturage et alimentation des bovins et petits ruminants à l'auge, tandis que 2,5% à 3,8% s'adonnent à une alimentation exclusive à l'auge.

La mobilité est généralement circonscrite à l'échelle des terroirs villageois et peu de bétail transhume. Seul 1,2% des ménages ont signalé la transhumance de leurs animaux.

Les zones où des éleveurs transhument habituellement sont celles de l'est et du nord (Gabu, Bafata et Oio).

Les troupeaux transhumants sont essentiellement constitués de bovins et de petits ruminants.

## 3.6. SPECULATIONS ANIMALES CONDUITES

De façon générale, les exploitations agropastorales associent différentes espèces au niveau de leur élevage, et ceci dans toutes les régions.

L'élevage répond à diverses finalités pour les exploitations :

- Il est avant tout un élevage de subsistance, reposant sur un troupeau naisseur, avec production et élevage de jeunes bovins et petits ruminants et leur commercialisation en fonction des besoins qui se présentent.

  Le lait produit par les femelles allaitantes de ces troupeaux naisseurs est principalement utilisé pour la subsistance des familles.

- L'embouche constitue également une spéculation importante pour les exploitations agropastorales (15% ont indiqué s'y adonner), plus particulièrement au niveau de Bafata et de Gabu (autour de 8,5%).

  Les femmes s'y adonnent au même titre que les hommes.

- La production laitière, en tant que spéculation organisée exclusivement en direction du marché n'est notée qu'à Bafata, Gabu et Oio, mais au niveau d'une proportion marginale d'exploitations.

- Une production marginale de poulets de chair à des fins commerciales est également notée à Oio, Gabu, Cacheu et Bafata.

- En ce qui concerne la spéculation commerciale œuf de consommation, elle n'est signalée qu'à Gabu et Oio, mais là également, elle constitue une activité très marginale qui n'est pratiquée que par des femmes.

- L'apiculture, malgré le potentiel important qu'il recèle, n'apparaît que comme une activité de diversification assez marginale, excepté à Gabu où elle est assez importante, avec des apiculteurs spécialisés, dont certains ont même des débouchés à l'extérieur.

## 3.7. ORGANISATION DES ELEVEURS

Il ressort de l'enquête que les éleveurs sont très faiblement organisés.

En effet, seuls 2,1% appartiennent à une organisation professionnelle.

La situation est cependant assez contrastée selon les régions.

Gabu sort du lot, avec 8,2% d'éleveurs organisés et au niveau de Bafata, le mouvement est au stade d'amorce, avec 3,3% d'éleveurs organisés.

Pour les autres régions, c'est l'inorganisation totale, à l'exception de Oio où 1% d'éleveurs organisés sont signalés.

Cette faible organisation des éleveurs et des professionnels de l'élevage ne favorise pas la concertation avec ces acteurs pour

identifier avec eux les problèmes auxquels ils sont confrontés, encore moins concevoir avec eux des programmes d'appui permettant d'améliorer globalement les performances de l'élevage.

## 3.8. INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS PASTORAUX

### 3.8.1. Infrastructures pastorales

En ce qui concerne les infrastructures pastorales, l'enquête a surtout couvert celles relatives à l'hydraulique pastorale, qui généralement structurent le milieu pastoral et conditionnent l'exploitation des pâturages.

Il ressort de l'enquête que :

- Les puits constituent la principale source d'abreuvement du bétail en saison sèche (58%).

Ces puits constituent la principale source d'alimentation au niveau de Quinara, Cacheu, Tombali et Biombo

Au niveau de Oio, ils sont utilisés par plus des trois quarts des éleveurs (77,5%) ; les éleveurs de Gabu et Bafata les utilisent dans les proportions respectives de 54% et 40%

- 23% des éleveurs seulement ont accès à un forage.

Les régions de Gabu et de Oio, qui détiennent le plus de bétail, apparaissent faiblement dotés de forages (respectivement 8% et 15%) ; au niveau de Bafata, qui constitue également une zone pastorale, la situation est assez bonne (44% d'accès à un forage), mais n'est pas encore en adéquation avec son potentiel.

- 16% ont accès à une mare permanente.

Excepté les îles de Bolama (100%) et dans une moindre mesure la région de Gabu (32%), ailleurs, les niveaux d'accès sont faibles ;

- Des puisards sont également utilisés à certaines périodes (2%)

### 3.8.2. Equipements pastoraux

La disponibilité d'équipements pastoraux et de matériel agropastoral est dans l'ensemble assez limitée au niveau des exploitations pastorales, bien que présentant des variations notables suivant les zones et les types d'équipements.

Pour les faucheuses, les exploitations de Cacheu et de Oio apparaissent comme étant les mieux dotés (57% et 51%).

Suivent, dans l'ordre, Gabu (27%), Biombo (25%), Bafata (19%) et Tombali (11%) ; les éleveurs de Quinara n'en sont, par contre, pas dotés du tout.

La distribution des botteleuses suit approximativement celle des faucheuses, ce qui s'explique par le fait qu'il s'agit de matériels complémentaires.

Une exception est cependant notée à Oio, où seuls 12% des éleveurs en sont dotés.

En ce qui concerne les charrettes, la situation se présente mieux à Cacheu et Gabu où environ une exploitation sur deux en est dotée, et dans une moindre mesure à Bafata, avec une exploitation sur trois. Suivent respectivement Biombo (une exploitation sur 4 à 5), Oio (15%) et Tombali (9%).

Pour les citernes à eau, seul Cacheu est dans une situation favorable (57% des exploitations en possédant).

Au niveau de Gabu et de Biombo, une exploitation sur 4 à 5 en posséde.

Pour Bafata (17%), Oio (11%) et Tombali (9%), la situation n'est pas du tout bonne.

En ce qui concerne les mangeoires, on note qu'à Biombo et Cacheu, deux exploitations sur trois en possèdent.

A Oio, c'est une exploitation sur deux et à Tombali, une exploitation sur quatre.

Gabu et Bafata en sont pratiquement dépourvues, avec seulement 7% et 4%.

D'une manière générale, on note qu'à Quinara, les exploitations pastorales n'ont pas d'équipements agropastoraux.

## 3.9. MALADIES ANIMALES PREDOMINANTES

### 3.9.1. Chez les bovins

Les exploitations considèrent le charbon bactéridien comme la maladie la plus préoccupante (63,8% des cas).

Il constitue, avec le charbon symptomatique (26,6% des cas), l'essentiel des pathologies importantes devant faire l'objet de plus d'attention.

La pasteurellose bovine est également signalée, mais dans de plus faibles proportions.

### 3.9.2. Chez les ovins

La peste des petits ruminants est l'affection majeure (62,5% des cas).

La pasteurellose est également importante (28,3% des cas).

Le reste est constitué d'affections diverses moins préoccupantes.

Il convient de noter que les proportions relatives d'exploitations pastorales confrontées à la peste des petits ruminants et à la pasteurellose ovine contrastent d'avec les résultats obtenus avec des projets antérieurs qui considéraient la pasteurellose ovine comme plus préoccupante que la peste des petits ruminants.

Un suivi plus systématisé de troupeaux, sur la base d'un échantillon, devrait donc permettre, entre autres, de mieux cerner la réalité, sur ces deux maladies, mais aussi, de façon plus générale, sur les différentes pathologies prévalentes.

### 3.9.3. Chez les caprins

C'est essentiellement la peste des petits ruminants qui est signalée (97,7% des maladies).

Les autres affections sont marginales.

### 3.9.4. Chez les porcins

La situation est comparable à celle des caprins, avec ici aussi une seule maladie prédominante, la peste porcine africaine (97,9% des cas).

### 3.9.5. Chez les volailles

Pour les volailles également, la préoccupation majeure est la maladie de Newcastle qui est signalée par 98,5% des exploitations.

A noter que pour ces maladies, les variations inter-régionales sont assez faibles, excepté le fait que :

- Pour Oio, le charbon bactéridien prédomine toujours chez les bovins (55,5% des cas), mais le charbon symptomatique a une importance plus marquée que partout ailleurs, avec 43,3% des cas.
- A Gabu, le charbon symptomatique prédomine légèrement (49,7% des cas) sur le charbon bactéridien (47,5%).

## 3. 10. PRATIQUES D'ELEVAGE AMELIOREES

### 3.10.1. Contrôle des maladies animales

**a/ Vaccination**

La vaccination n'est pas une pratique courante chez les éleveurs ; en effet, 46 à 98% des ménages ne vaccinent pas du tout leurs animaux, quand on considère les différentes espèces.

Elle n'est systématique que pour :

- 21% des exploitations chez les bovins
- 17% chez les ovins
- 11% chez les caprins
- 2,4% chez les volailles

La situation est contrastée suivant les différentes régions, mais le point le plus important à noter concerne les niveaux assez faibles notés dans les zones pastorales (Gabu, Oio et Bafata) et qui gravitent entre 7 et 29% suivant les espèces et les régions.

Au niveau des autres régions, il n' y a pratiquement pas de vaccination systématisée.

Au lieu d'actions préventives organisées, la grande majorité des exploitations réagissent au fur et à mesure de l'apparition de maladies, en ayant recours à des soins curatifs (la moitié à deux tiers des exploitations chez les ruminants et un quart à un tiers chez les autres espèces).

Dans les interventions curatives, on note que la pharmacopée traditionnelle est privilégiée ; en effet, elle est moins coûteuse, en plus du fait qu'il y a un problème de disponibilité de produits vétérinaires sur le terrain.

Mais de façon générale, l'association pharmacopée traditionnelle et médecine moderne est également de mise chez bon nombre d'éleveurs, notamment dans les zones à vocation pastorale.

**b/ Déparasitage**

En ce qui concerne le déparasitage, la situation se présente mieux que pour la vaccination.

En effet, la proportion des exploitations qui le pratiquent est de :

- 36% chez les bovins
- 39% chez les ovins
- 51% chez les caprins
- 71% chez les volailles

Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'un déparasitage systématique sur l'ensemble des animaux du troupeau.

Des catégories d'animaux sont ciblées, comme celles devant être embouchées pour être écoulées sur le marché.

Le déparasitage par des méthodes traditionnelles est le plus fréquemment cité et son accessibilité plus facile peut certainement expliquer les niveaux atteints.

### 3.10.2. Parcage de nuit

Le parcage de nuit est une pratique assez courante chez les exploitations agropastorales.

Les équins et les asins sont pratiquement tous parqués en général.

Chez les bovins et les petits ruminants, la pratique du parcage est également assez bonne, avec respectivement 60% et 58%.

Il convient cependant de s'intéresser aux types de parcs mis en place et de voir s'ils répondent aux bonnes pratiques en la matière.

### 3.10.3. Pratique des réserves fourragères

Elle n'est notée que chez 12% des exploitations, ce qui pose des problèmes de sécurisation de l'alimentation du bétail en saison sèche.

Cette situation ne favorise pas non plus l'intensification des productions animales qui nécessite une bonne maîtrise du fourrage et des autres intrants de production.

La pratique des réserves fourragères est entrain d'émerger à Gabu (une exploitation sur trois la pratiquant), mais au niveau des autres zones pastorales de Bafata et Oio, les niveaux d'adoption sont encore faibles, tournant autour de 16%.

Pour les régions restantes, cette pratique ne fait encore pas l'objet d'adoption du tout.

### 3.10.4. Complémentation du bétail

La proportion des exploitations indiquant procéder à la complémentation de leurs animaux est variable suivant les espèces :

- Environ 4% chez les bovins et les caprins
- 6% chez les ovins
- 3% chez les équins

Ces proportions sont effectivement faibles.

Bafata et Oio émergent quelque peu, en se situant au dessus de ces moyennes.

### 3.10.5. Pratique de l'embouche

La pratique de l'embouche est contrastée selon les espèces et les régions.

Pour l'embouche bovine, une exploitation sur trois déclare s'y adonner, mais les niveaux d'adoption les plus significatifs se situeraient à Bafata et à Gabu (une exploitation sur deux environ).

Concernant l'embouche ovine, 34% des exploitations déclarent la pratiquer, avec deux régions qui se détachent de cette moyenne : Gabu (53%) et Oio (40%).

Pour les caprins, la pratique est moins courante que pour les bovins et les ovins (autour de 30% en moyenne).

### 3.10.6. Amélioration génétique

L'amélioration génétique est pratiquée par une minorité d'exploitations pastorales.

L'insémination artificielle est encore très marginale (moins de 1% des ménages).

Aussi, l'amélioration génétique passe essentiellement par l'introduction directe de géniteurs au niveau des troupeaux.

16,5% des exploitations recourent à des taureaux améliorateurs. Oio (18%) et Gabu (31%) se situent au dessus de cette moyenne.

L'introduction de béliers améliorateurs est signalée par 15,5% des exploitations. Gabu et Oio font mieux, avec respectivement 23% et 19%.

L'introduction de boucs pour améliorer les troupeaux caprins est le fait de 12% des exploitations.

Là aussi, à l'instar des béliers, Gabu et Oio se détachent, avec des proportions respectives de 25,7 et 16,5%.

L'introduction de verrats améliorateurs est marginale (4%). Oio (12%) et Gabu (7%) sortent quelque peu de cette grisaille.

Les coqs raceurs font l'objet d'introduction par 8% des exploitations.

Oio est quelque peu proche de cette moyenne avec 11%, mais c'est véritablement à Gabu (21,6%) que l'amélioration de la volaille rurale semble entrain de s'amorcer.

# IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le recensement national de l'élevage conduit en 2008/2009 constitue une action majeure pour le secteur.

Il a permis d'avoir une meilleure connaissance de l'élevage pour un certain nombre de paramètres importants, notamment, le patrimoine cheptel, quelques caractéristiques des acteurs du secteur, ainsi que les pratiques d'élevage.

Quelques difficultés auxquelles le secteur est confronté ont également pu ressortir.

Le recensement complémentaire au niveau du secteur autonome de Bissau devrait être entrepris rapidement, afin d'avoir une meilleure idée de la situation, en particulier en ce qui concerne les élevages modernes.

Il convient également de préciser certaines informations, notamment :

***1) L'importance relative du bétail entre les régions de Bafata et de Oio :***

En vue de mieux préciser l'importance relative du bétail entre ces deux régions, il pourrait être mené une enquête rétrospective à Bafata, pour estimer la proportion d'éleveurs ayant transhumé à Oio avec les effectifs correspondants de bovins, d'ovins et de caprins. Lesdits effectifs seraient alors déduits de ceux de Oio.

***2) Les effectifs bovins à Biombo :***

Il est recommandé de conduire un mini recensement centré sur les bovins, au niveau de cette région.

L'échantillonnage pouvant être amélioré dans ces conditions, on devrait aboutir à des résultats plus proches de la réalité.

### *3) Les effectifs équins :*

Au regard de la faiblesse des effectifs pour cette espèce et de la pratique non généralisée de son élevage, il est recommandé de procéder à un dénombrement exhaustif des chevaux au niveau des exploitations qui en élèvent dans les zones de prédilection.

Sur la base des informations disponibles au stade actuel, 86% des équins du pays seraient localisés au niveau des régions de Bafata et de Gabu.

On pourrait donc, dans le cadre d'un dénombrement, mettre l'accent au niveau de ces deux régions.

### *4) Les effectifs porcins à Gabu :*

Là également, il est recommandé de conduire un mini recensement centré sur les porcins, au niveau de cette région.

Au niveau de l'échantillon à enquêter, on veillera cette fois, à introduire un élément de stratification permettant de mieux prendre en compte les zones de prédilection d'élevage de porcs au niveau de la région.

Sous le bénéfice de ces compléments et précisions, les informations disponibles avec le recensement national de l'élevage aideront, entre autres, à amorcer la constitution de bases de sondage sectorielles permettant l'exécution d'enquêtes permanentes sur l'élevage.

Toutefois, beaucoup d'informations importantes pour la prise de décision au niveau du secteur font encore défaut.

Il convient donc de compléter ce recensement par des enquêtes et évaluations ciblées, ainsi que par un suivi organisé autour d'indicateurs clés.

Cela permettra de disposer d'une bonne base pour éclairer la prise de décision pour les différents acteurs et pour actualiser régulièrement les informations.

Ces aspects sont abordés dans le document sur les grandes orientations de la Lettre de Politique de Développement de l'Elevage (LPDE).